publié il y a quelques jours. Les données qui ont servi à construire le rapport ont été collectées sur la période allant de 2018 à 2020, soit avant et après le début de la crise qui a éclaté mi-2019.

De retour dans le classement après avoir été exclue de l'édition 2020, faute de données suffisantes, l'économie libanaise y occupe le 71e rang sur 134 au niveau mondial et le 8e sur les 13 pays arabes retenus (l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, Oman, le Qatar, la Tunisie et le Yémen). La Syrie n'est pas incluse dans la liste tandis qu'Israël, 21e avec un score de 68,65 sur 100, domine la région « nord de l'Afrique et Asie de l'Ouest » dans laquelle le Liban est 13e sur 19. L'État hébreu est suivi par Chypre (61,63) et les Émirats (63,38), soit 44,45 au lieu de 40,83 en 2019 – sur 100, qui représente sa plus haute note attribuée. Cette hausse n'est pas liée à un changement fondamental de la méthodologie utilisée par les auteurs du rapport qui ont élaboré cette nouvelle édition selon les mêmes bases que les précédentes, à quelques ajustements près, dont le nombre de variables retenues, qui est passé de 70 dans l'édition 2020 à 68 dans celle-ci.

Le score du Liban reste toutefois inférieur à la moyenne mondiale (47,26 points selon le *Lebanon This Week* de Byblos Bank qui a relayé certaines conclusions du rapport) et à celle des pays arabes (45,35). Il est donc probable, compte tenu des développements survenus en 2021 – effondrement de la livre, levée des subventions, maintien des restrictions bancaires illégales sur les comptes en devises ou encore explosion des demandes de passeport à la Sûreté gé- compétentes dans des domaines où trouver ces « talents » était plus simple auparavant, comme le management par exemple.

Dans le détail, l'indice GTCI évalue les étapes et décisions prises par les gouvernements pour encourager les compétences individuelles, comme la capacité des États à apporter des aptitudes nécessaires à une économie innovante, productive et compétitive. Il est calculé à travers la moyenne pondérée de six sous-indices regroupés en deux catégories qui reflète ces différents aspects. La première catégorie rassemble les quatre sous-indices relatifs aux politiques mises en œuvre ainsi qu'aux ressources employées pour accueillir de nouveaux talents. La seconde mesure la « qualité » des talents que les moyens déployés par un État donné ont permis d'attirer. Enfin, les pays inclus dans l'étude représentent en outre plus 94 % de la politique, ce qui le place parmi les très mauvais élèves (127e mondial).

Le constat n'est pas plus reluisant en ce qui concerne les sous-indices « Attract », qui mesure la capacité à attirer des travailleurs dans le pays (88e rang mondial avec 45,34 points), « Grow », qui évalue le niveau d'éducation et de formation (69e avec 35,96 points), et « Retain », qui note la capacité à garder les talents sur place (98e, 38,61 points).

Ce sont enfin les sous-indices « Vocational Training », qui englobe le niveau moyen de compétence, et « Global Knowledge », ciblant les compétences de haut niveau et l'impact sur les talents, qui tirent la note globale du pays et son classement vers le haut (60e avec 55,09 points pour le premier et 46e avec 47,28 points pour le second).

M.A. et P.H.B.

147 000 familles démunies face à la pandémie, mais surtout à la terrible crise socio-économique que subissent les Libanais depuis deux ans. Malgré son caractère d'urgence, ce dispositif est en suspens depuis mi-janvier dernier en raison d'un contentieux avec les responsables libanais quant à la monnaie de déboursement. La BM avait alors exprimé son souhait de voir l'aide versée en devises plutôt qu'en livres, suscitant une levée de boucliers, notamment de la part de la Banque

précise sur le niveau de présence physique que l'agrégateur pourrait maintenir au Liban n'a pour l'instant filtré.

Zomato Liban a marqué l'entrée de l'agrégateur indien sur le marché libanais en 2014, avec des services d'annuaire, de mise en relation et de livraison dans certaines régions du pays. Sa décision d'arrêter ses activités au Liban survient dans un contexte de crise économique et financière sévère qui s'étend depuis plus de deux ans.

RESTAURATION

Laymoon : un cloud kitchen à Beyrouth qui vise l'international

Nada ALAMEDDINE

Le restaurant virtuel Laymoon, situé à Saïfi, en lieu et place de l'ancien restaurant Brassica, propose des plats d'inspiration méditerranéenne orientale imaginés par la copartenaire et chef Reem Azoury. Le groupe Par Contre, créateur de Brgr Co., Deli Co., PzzaCo. et Ummi, est le principal investisseur dans ce projet, avec un apport de 170 000 dollars. C'est dans la cuisine de 200 m2 que les différentes gammes de produits surgelés ou chauds sont préparées : repas prêts à être cuisinés, boîtes de tapas, pizzas réalisées avec du taboon (un genre de pain levantin) ou autres hommos garnis d'ingrédients différents.

Il faut compter, pour ces plats disponibles uniquement en livraison à domicile, 800 000 LL pour une boîte de tapas (six personnes) et entre 45 000 et 200 000 LL pour une pizza réalisée avec du taboon. La quasi-totalité des produits utilisés par Laymoon sont locaux.

« Je fais de mon mieux pour travailler avec des produits que nous avons au Liban. La plupart des recettes ont été développées par moi au cours de ces dernières années. D'autres sont un héritage familial. Certains produits sont exclusifs à Laymoon, comme le taboon. Ce n'est pas une cuisine extrêmement sophistiquée, mais c'est très différent de ce que l'on trouve ailleurs à Beyrouth », raconte Reem Azoury.

Née au Liban, elle grandit en An-

Une grande variété de hommos avec garnitures, concoctés par la chef Reem Azoury.
Photo DR

gleterre avant de faire ses bagages pour les États-Unis. Passée par différents établissements de renom, elle lance son restaurant, Figs Fine Food, à Washington en 2005 avant de rentrer s'installer au Liban en 2011. Elle devient consultante pour Meat the Fish, fondé par Karim Arakji qu'elle a suivi ensuite dans ses aventures Maryool et Skirt. Avec Lamia Maatouk, actuelle directrice des développements de projets à Laymoon, elle a aussi imaginé les recettes de Kitlab, un service de repas prêts à être cuisinés.

Priorité à la livraison à domicile

La chef, qui vend en moyenne 60 boîtes de sa gamme « Cook at Home Meal Kit », exclut pour l'instant d'ouvrir un restaurant au vrai sens du terme, même si elle organise occasionnellement des dîners privés d'une vingtaine de personnes à l'étage du cloud kitchen. Et à partir du mois de décembre, une table partagée ouvrira de façon permanente, ainsi qu'un concept store vendant les produits Laymoon.

Au niveau des ressources humaines, Reem Azoury explique avoir de plus en plus de difficultés à attirer des talents dans ses cuisines. Sur la dizaine d'employés qui composaient son équipe à l'ouverture, seul un est resté au Liban. « Le pays est entré dans un cercle vicieux de déclin. Ceux qui ont des compétences et des opportunités partent à l'étranger. Par exemple, la personne qui me secondait en cuisine est partie il y a quelques jours. Cela concerne autant le cuisinier que le graphic designer. Chaque nouveau problème les affecte directement, comme le problème de l'essence : on est passé d'une situation où on devait attendre des heures pour avoir du carburant à une situation où on n'a plus les moyens de le payer tellement le prix est élevé. »

L'ambition de Laymoon est de se développer à l'étranger dès l'année prochaine avec une première ouverture à Londres. Reem Azoury et Par Contre pourraient ensuite ouvrir à Paris puis aux États-Unis, à New York, Washington ainsi qu'à Los Angeles. « On va se développer petit à petit, ville par ville. On exclut pour l'instant d'ouvrir des franchises, même si on reçoit des demandes dans ce sens. Nous verrons en fonction de l'évolution de Laymoon d'ici à cinq ans », conclut Reem Azoury.

hodema
consulting services

Cet article réalisé dans le cadre d'un partenariat avec Hodema Consulting Services n'a aucune vocation promotionnelle. Ce rendez-vous hebdomadaire sera consacré au secteur de la restauration et de l'hôtellerie qui continue, malgré tout, de se battre.

Brève monde

CARBURANT

ExxonMobil et Chevron repassent dans le vert et en font profiter leurs actionnaires

Les groupes pétroliers américains ExxonMobil et Chevron sont repassés dans le vert au troisième trimestre à la faveur du rebond des prix du pétrole et du gaz, et distribuent généreusement leurs profits aux actionnaires. ExxonMobil a dégagé son plus gros bénéfice net depuis 2017, à 6,8 milliards de dollars, et Chevron depuis 2013 avec 6,1 milliards de dollars. Les deux entreprises ont profité de la hausse des cours de l'énergie, alors que le baril de pétrole est récemment remonté à des niveaux plus vus depuis 2014. Le chiffre d'affaires de Chevron a ainsi bondi de 60 %, à 73,8 milliards de dollars, alors que sa production totale était à peu près au même niveau qu'au troisième trimestre 2020. Chez Chevron, la production a progressé de 7 %, mais son chiffre d'affaires s'est envolé de 83 %, à 44,7 milliards de dollars. Le groupe a vendu le baril de pétrole ou de gaz naturel liquéfié à 58 dollars en moyenne aux États-Unis, contre 31 dollars un an plus tôt, tandis que le prix du gaz naturel écoulé a été multiplié par près de 4 dans le pays. La demande en énergie a rebondi fortement avec la reprise économique tandis que les producteurs, mis à mal par la chute des cours au début de la pandémie, ont un temps suspendu leurs investissements et peinent aujourd'hui à répondre à cette demande. L'envolée des prix qui en résulte a aussi profité aux groupes français TotalEnergies et italien ENI, qui ont réalisé des bénéfices nets respectifs de 4,6 milliards de dollars et 1,39 milliard au troisième trimestre.

ExxonMobil et Chevron ont restreint leurs dépenses d'investissement sur la période, préférant utiliser les larges flux de trésorerie dégagés par leur activité pour récompenser leurs actionnaires et assainir leurs comptes. ExxonMobil a ainsi pu verser les dividendes prévus et réduire sa dette de 4 milliards de dollars. Et le groupe prévoit d'augmenter encore les retours aux actionnaires à travers un programme de rachat d'actions de 10 milliards de dollars devant commencer en 2022. Chevron a de son côté versé 2,6 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires, racheté pour 625 millions de dollars d'actions et remboursé pour 5,6 milliards de dettes.

Depuis plusieurs trimestres, « le dilemme pour ces entreprises est de savoir quoi faire avec leur argent », a souligné Peter McNally, analyste pour Third Bridge.

« Les investisseurs estiment que le secteur dépense trop pour alimenter sa croissance et pas assez en retour de capital. Les entreprises semblent avoir reçu le message », a-t-il avancé. Elles font d'autant plus attention à leurs dépenses d'investissement « que l'environnement réglementaire est assez incertain en ce moment, avec une possible tarification du carbone ou avec le jugement contre Shell », un tribunal néerlandais ayant enjoint en mai à la compagnie de réduire ses émissions de CO_2, a aussi remarqué l'analyste. Le directeur financier de Chevron, Pierre Breber, a toutefois souligné sur CNBC hier qu'il prévoyait de faire repartir à la hausse les dépenses en capital, d'au moins 20 % en 2022 notamment, pour les énergies conventionnelles mais aussi pour celles émettant moins de carbone.

Les groupes pétroliers font face en effet à la pression croissante de citoyens et investisseurs inquiets du changement climatique. Lors d'une audition au Congrès américain jeudi, plusieurs parlementaires démocrates ont douté de la sincérité des efforts annoncés par ces géants pour réduire leurs émissions. Les patrons de Chevron et d'ExxonMobil y ont notamment refusé de s'engager à réduire leur production d'hydrocarbures.